



Kyun Oh

Directeur général pour l'organisation et la coordination du bureau du Premier ministre coréen

Nous avons compris que la France garantit pleinement la participation des personnes intéressées lors du débat sur un projet national de grande envergure, dans le but d'améliorer le bien-fondé et l'objectivité de décisions équilibrées.

De plus, nous croyons que des politiques consistant à préparer des alternatives fondées sur des opinions diverses et sur un compromis des personnes intéressées et à clarifier les responsabilités, deviendront un bon exemple de résolution raisonnable des conflits en Corée.

Depuis l'avènement de la démocratie en 1987, la société coréenne s'est diversifiée et les préoccupations liées à la santé et à la sécurité se sont considérablement accrues. Ainsi, il y a eu une vague de conflits sociaux se traduisant par des débats sur le choix du site d'une centrale nucléaire, sur la construction d'un barrage ou encore sur la prescription et la

délivrance des médicaments. En particulier, bien qu'il soit vrai que les conflits sur les politiques publiques ont des avantages en démocratie, les débats sont souvent prolongés, ce qui a un coût social élevé à cause des délais et de la distorsion de la mise en œuvre des politiques. Par conséquent, dans le but de négocier et d'arbitrer ces conflits plus efficacement, le gouvernement coréen, l'Assemblée nationale, le monde universitaire et les experts discutent de mesures pour une gestion plus efficace des conflits publics et la création de structures adaptées. Nous sommes certains que l'exemple de la France nous servira de guide utile à de tels efforts.